

L'écologie politique : le mouvement anti-nucléaire - Etude de cas comparés : Fessenheim (France) - Wylh (Allemagne de l'Ouest)

Noémie Perraudau, promotion 2024-2025, Master Etudes Européennes et Internationales, Sciences Po Strasbourg.

Pour citer ce document : PERRAUDEAU N., « L'écologie politique : le mouvement anti-nucléaire - Etude de cas comparés : Fessenheim (France), Wylh (Allemagne de l'Ouest) », *Document de travail*, 2025-4, Observatoire des sociétés politiques européennes, Strasbourg, septembre 2025, 12 p., [en ligne]. Disponible sur [<https://mastereurope.fr>].

Introduction

L'écologie politique prend son essor et se structure durant les années 1970. En effet, à la suite de nombreux travaux scientifiques, notamment le rapport du Club de Rome de 1972, *The Limits to Growth*, ainsi que de catastrophes comme l'accident nucléaire de *Three Mile Island* en 1979 aux Etats-Unis, la protection de l'environnement devient un enjeu majeur pour la société. On ne considère plus l'environnement uniquement comme une ressource destinée à la production, mais également comme un enjeu politique nécessitant une reconnaissance de la part des pouvoirs publics et une intégration dans l'agenda politique : on parle alors de politisation de la question environnementale.

Souvent considéré comme le berceau de l'écologie politique, le mouvement antinucléaire des années 1970 a fortement contribué à politiser les questions environnementales¹. Ces mouvements ont ainsi contribué à la structuration de l'écologie en tant que force politique, avec l'émergence des premiers partis écologistes, notamment *Die Grünen* (les Verts) en Allemagne, fondé en 1980.

La région du Rhin supérieur s'est révélée particulièrement propice à l'implantation de centrales nucléaires, le fleuve et le canal offrant un fort potentiel de refroidissement des infrastructures. La proximité géographique entre l'Alsace et le *Land* de Bade favorise non seulement la coopération franco-allemande dans la construction, mais aussi la mutualisation des

¹ Topçu, Sezin. « Nucléaire : de l'engagement "savant" aux contre-expertises associatives. » *Natures Sciences Sociétés*, vol. 14, no. 3, 2006, pp. 249–256, [en ligne]. Disponible sur [<https://stm.cairn.info>].

coûts². La coopération rendue possible par la proximité géographique s'est également reflétée, à l'échelle citoyenne au sein des mouvements anti-nucléaires de **Fessenheim** en 1971 (France), et de **Wyhl** en 1973 (Allemagne). En effet, tout au long de la période, on assiste à de nombreux transferts de savoir-faire et à la circulation de militants à travers la frontière, inscrivant ces mobilisations dans une dynamique transnationale. Ce phénomène de coopération est renforcé par les canaux médiatiques internes : rédaction de tracts faisant le lien entre les deux actions, mise en avant du bilinguisme entre l'Alsace et Bade, ainsi que des appels à la solidarité³.

L'étude comparée de ces mobilisations s'avère donc particulièrement intéressante. Au-delà même des échanges transfrontaliers, ces deux mouvements reposent sur des fondements communs : un même objectif, une temporalité et un espace géographique partagés, et l'implication de populations aux caractéristiques similaires (dialectes proches). De plus, les deux mobilisations s'inscrivent dans un contexte géopolitique comparable, où la France et l'Allemagne de l'Ouest appartiennent toutes deux au bloc occidental et ont été marquées par les mouvements sociaux de 1968. Ainsi, le mouvement anti-nucléaire s'est développé simultanément des deux côtés du Rhin, renforçant l'idée d'un « mouvement transnational ». Pourtant, malgré de nombreux points communs, ces mobilisations n'ont pas abouti aux mêmes résultats : tandis que la mobilisation à Wyhl a permis de bloquer la construction de la centrale, celle de Fessenheim n'a pas su porter ses fruits. *Comment et pourquoi, face à un projet similaire, les mobilisations ont-elles été amenées à prendre des formes et des trajectoires distinctes d'un territoire à l'autre ?*

Un corpus varié de sources historiques : photographies, journaux d'époque, archives vidéo, ouvrages universitaires contemporains aux événements, brochures publiées par le Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin (CSFR), permettent d'établir une comparaison et d'explorer les facteurs ayant conduit à des résultats divergents de part et d'autre du Rhin⁴.

L'analyse qui suit se concentre sur deux critères principaux permettant d'explicitier la divergence de résultats entre les deux mobilisations. Il convient toutefois de souligner que, bien que principaux, ces critères ne suffisent pas à expliquer à eux seuls l'ensemble des trajectoires observées.

² Teva, Meyer. « Le mouvement antinucléaire dans la vallée du Rhin Supérieur : un modèle de coopération franco-allemande informelle de 1969 à nos jours. » Billet. *L'atome de discorde* (blog), 1^{er} août 2013, [en ligne]. Disponible sur [https://geoposvea.hypotheses.org].

³ Dès 1970, le « Comité pour la sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin » avait appelé les Allemands à témoigner de leur solidarité aux côtés des Alsaciens.

⁴ Voir bibliographie, p. 7.

Partie 1 : L'effet du système de gouvernement sur la mobilisation

Fessenheim face à un État centralisé peu perméable à la contestation

Le cas de Fessenheim illustre les limites auxquelles font face les contestations au sein d'un État centralisé. En effet, la politique nucléaire française est entièrement pilotée par l'État central. Les collectivités locales quant à elles, sont simplement consultées, ne possédant pas de pouvoir décisionnel. Cette caractéristique est particulièrement renforcée par la symbolique historique du nucléaire en France. En effet, il incarne la volonté de l'État de préserver ses prérogatives régaliennes par la création du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en 1945⁵. De plus, l'État français est l'unique actionnaire du CEA et actionnaire principal d'EDF et d'ORANO. Dans un article de 1993, Henry Chevalier décrit avec un brin d'ironie ce lien entre gouvernement et économie à travers l'épisode de l'accès au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing⁶. En effet, la présidence de ce dernier marque un durcissement de la répression des manifestations, alors même que la famille du Président entretient des liens d'intérêt avec le lobby nucléaire, notamment via le groupe Empain-Schneider.

Dans ce contexte, les oppositions locales peinent à se faire entendre. À Fessenheim, la mobilisation débute dès 1971 avec une première marche rassemblant 1 500 personnes⁷. Elle s'intensifie progressivement, soutenue par les élus locaux alsaciens, conseillers généraux et maires, qui dénoncent presque unanimement le projet⁸. En septembre 1975, une soixantaine de maires alsaciens et badois s'unissent et signent le « *Serment de solidarité du Sundhouse* », s'engageant à refuser l'implantation d'une centrale nucléaire sur leur territoire⁹. Cependant, l'absence de contre-pouvoir territorial structuré limite fortement l'« ouverture » du système politique à la contestation citoyenne¹⁰. Face à la pression des manifestants et des communes, l'État met en place des dispositifs institutionnels comme les Commissions locales d'information (CLIS).

⁵ Pohl, Natalie. « Une histoire du temps présent nucléaire : Le mouvement anti-nucléaire franco-allemand dans la région du Rhin supérieur. » *Penser et pratiquer l'histoire du temps présent : Essais franco-allemands*, édité par Emmanuel Droit, Hélène Miard-Delacroix, et Frank Reichherzer, Presses universitaires du Septentrion, 2016, pp. 27–36, [en ligne]. Disponible sur [https://books.openedition.org] (consulté le 20 mars 2025).

⁶ Chevalier, Henry. « Histoire des luttes antinucléaires en France (1ère partie : 1958–1975). » Réseau Sortir du Nucléaire, 1993, p. 16, [en ligne]. Disponible sur [https://collectif-adn.fr] (consulté in le 20 mars 2025).

⁷ Photographie de la deuxième marche en bibliographie.

⁸ « Le conseil municipal renouvelle son opposition ferme à l'implantation des CWM ou la zone industrielle », Citation du journal de terrain de Fessenheim.

⁹ Lenoire, Justine. « Du nucléaire aux centrales : Une comparaison des trajectoires de la mobilisation anti-nucléaire à Gravelines et à Fessenheim (1970-1980) ». *Politisation du proche : Les lieux familiers comme espaces de mobilisation*, édité par Stéphanie Dechézelles et Maurice Olive, Presses universitaires de Rennes, 2019, pp. 219–237, [en ligne]. Disponible sur [https://books.openedition.org].

¹⁰ « La ténacité des habitants a fait céder le pouvoir nucléaire, n'est plus "top secret". » *Le Monde*, 2 janv. 1980. Disponible sur [https://www.lemonde.fr] (consulté le 8 mai 2025).

La CLIS de Fessenheim, imposée en 1977 par le président du Conseil général du Haut-Rhin (Henri Goetschy), vise davantage à canaliser la parole qu'à offrir un espace réel de codécision¹¹. En effet, les pouvoirs de la Commission étant limités à l'information et la consultation sans réelle capacité d'action, cette instance témoigne bien plus de la volonté du pouvoir central de maîtriser le cadre de la discussion, que celle de créer un réel dispositif participatif. De plus, le refus systématique d'EDF (dont l'Etat est l'actionnaire principal) de dialoguer avec les opposants renforce l'exclusion démocratique. En 1975, le Comité de sauvegarde de Fessenheim demande officiellement un débat public, mais EDF rejette la requête, estimant que les sujets ont déjà été abordés et ne peuvent être discutés que dans un « *climat de sérénité* »¹².

Le mode de gouvernement allemand, quant à lui, accorde plus de pouvoir aux élus locaux conformément au principe de subsidiarité propre à l'État fédéral. La sûreté nucléaire est de ce fait une compétence propre aux ministères de l'Environnement des *Länder*. Ce sont les *Länder* qui délivrent les autorisations de construire et d'exploiter les centrales¹³. Ce mode de gouvernement élargit le répertoire d'action collective des manifestants, favorisant ainsi l'émergence de canaux de pression au niveau local. Ainsi, le caractère fédéral du gouvernement allemand offre une structure d'opportunités politique propice à la réussite du mouvement social, contrairement au modèle français où l'absence de contre-pouvoir territorial « fixe » le résultat en amont.

Cette relative ouverture du système de gouvernement allemand s'est trouvée néanmoins empêchée dans le cas de Wyhl. En effet, les manifestants se retrouvèrent face au Ministre Président du Bade-Wurtemberg, Hans Filbinge, qui était à l'initiative de l'ensemble du programme de centrales dans la région. Après avoir délocalisé le projet de centrale de Breisach à Wyhl, craignant un boycott aux élections suivantes¹⁴, Hans Filbinge se montra particulièrement intransigent lors des négociations¹⁵.

L'analyse de la structure gouvernementale ne suffit donc pas seule à expliquer le succès ou l'échec d'une mobilisation. Dans le cas allemand, le mouvement est parvenu à ses fins, malgré un gouvernement régional intransigent. Il apparaît donc nécessaire de dépasser ce cadre d'analyse

¹¹ Teva, Meyer. (2013), op. cit.

¹² *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*. Article du 18 juin 1975.

¹³ « Transition énergétique : comment fait l'Allemagne ? » *Heinrich Böll Stiftung*, [en ligne]. Disponible sur [https://fr.boell.org] (consulté le 7 mai 2025).

¹⁴ Nössler, Bernd, et Margret de Witt, éditeurs. *Wyhl: kein Kernkraftwerk in Wyhl und auch sonst nirgends; betroffene Bürger berichten*. 1re éd., Inform-Verl, 1976.

¹⁵ Corbin-Schuffels, Anne-Marie. « Le mouvement antinucléaire dans les années 1970 en Allemagne fédérale. L'exemple de Wyhl ». In: *Allemagne d'aujourd'hui*, N°202, octobre-décembre 2012. L'écologie politique en Allemagne des origines à nos jours. pp. 7-22, [en ligne]. Disponible sur [https://www.persee.fr] (consulté le 1 mai 2025).

macro-institutionnel pour identifier les dynamiques internes ayant été susceptible de contribuer à la réussite de la mobilisation allemande.

Partie 2 : La réussite de la mobilisation de Wyhl : logiques d'engagement et modes d'action collective

Pour expliquer les trajectoires différenciées des deux mobilisations, une analyse plus fine des modes d'action et de l'enracinement territorial des groupes mobilisés, paraît indispensable.

L'ajustement des répertoires d'action collective

L'un des éléments majeurs permettant de différencier les deux mobilisations étudiées réside dans le répertoire d'action utilisé par les militants. Dans le cas de Fessenheim, les actions prennent une forme plus radicale de violence, pouvant être expliquée par la fermeture des canaux traditionnels de communication institutionnelle. Cette dynamique s'apparente au « modèle local patronné »¹⁶, dans lequel l'absence d'interlocuteurs politiques pousse les acteurs à recourir à des actions disruptives. Ainsi, en 1975, un sabotage à l'explosif est commis retardant ainsi d'une année les travaux¹⁷. Même les tentatives de manifestation plus pacifiques, comme la manifestation des cyclistes organisée par Solange Fernex¹⁸ sont étroitement surveillées et contenues par la police de manière particulièrement tendue.

A Wyhl, au contraire, on assiste à une utilisation d'un répertoire plus institutionnalisé, organisé et pacifique. Les opposants au projet multiplient les recours en justice, les rassemblements de signature sous forme de pétition, ainsi que les manifestations pacifiques à l'image de la manifestation silencieuse de juillet 1974, qui enterra symboliquement la démocratie¹⁹. Cette stratégie de mobilisation s'inscrit dans un usage tactique des règles même de l'Etat de droit, référant le pouvoir régalien aux normes qu'il a lui-même édictées. La mobilisation s'appuie sur des instances légitimes de la société démocratique, ainsi que sur leur expertise comme contre-pouvoir (ici le rôle du tribunal administratif). Ainsi, c'est la structure particulièrement efficace de l'institution judiciaire allemande des années 1970 qui offre un point d'appui aux militants. En effet,

¹⁶ Tilly, Charles. *The Contentious French: Four Centuries of Popular Struggle*. Harvard University Press, 1986.

¹⁷ Philipp Jean-Claude. « Les mouvements écologiques se désolidarisent de l'attentat contre la centrale de Fessenheim », *Le Monde archives*, 1975, [en ligne]. Disponible sur [<https://www.lemonde.fr>].

A noter que les manifestations ont démenti être à l'origine de cette action, chose qui sera confirmée par la suite dans les médias.

¹⁸ « Manifestation de cyclistes contre la centrale nucléaire de Fessenheim - Solange FERNEX - 1970 - Catalogue en ligne des films amateurs de MIRA, Alsace, Bas-Rhin, Région Grand-Est. », [en ligne]. Disponible sur [<https://www.miralsace.eu>] (consulté le 8 mai 2025).

¹⁹ Journal *Lahrer Zeitung*, 12 juillet 1974.

c'est le tribunal administratif du *Land* qui a permis la suspension des travaux en 1976²⁰, puis l'interdiction totale de la centrale en 1977. Cette stratégie pacifique est d'autant plus efficace qu'elle suscite l'adhésion populaire et rassemble en grand nombre les adhérents au projet anti-nucléaire, renforçant ainsi sa légitimité populaire. De plus, contrairement aux mobilisations françaises du début des années 1970, la mobilisation allemande se développe à travers des structures légales comme les « initiatives de citoyens » (*Bürgerinitiative*). Ces associations, créées pour faire entendre les intérêts directs des citoyens sur un problème concret qui les oppose aux pouvoirs en place, ne sont pas intégrées à un parti politique²¹. A Wyhl c'est la *Bürgerinitiative* Weisweil/Wyhl qui se met en place et forge les célèbres slogans : « *Pas de centrale à Wyhl, et nulle part ailleurs* »²².

Configurations militantes et enracinement territorial.

L'implantation de la centrale dans la zone transfrontalière du Rhin supérieur génère une « géographisation du risque » liée au nucléaire. En effet, celui-ci cesse alors d'être perçu comme une menace globale et abstraite et se retrouve territorialisé, devenant une menace tangible, immédiate, sur un espace porteur et catalyseur d'identité collective, la *Heimat*²³. Cette notion, chargée d'affect et de mémoire, constitue une ressource mobilisatrice puissante. En effet, les premiers groupes militants sont très vite rejoints par une population hétérogène constituée de paysans, viticulteurs, étudiants, membres du clergé, scientifiques, unie non pas par une idéologie commune, mais par une expérience partagée de vulnérabilité territoriale, une mise en danger de leur identité régionale. Ce militantisme régional prend la forme de « *Graswurzelebene* », qualification allemande d'un mouvement ponctuel, non hiérarchisé, inscrit dans le local. On retrouve ainsi à Wyhl une écologie de terrain, porteuse de valeurs écologistes mais localisées, notamment par les viticulteurs qui s'engagent et s'unissent pour produire un ouvrage en 1976 pour défendre l'identité régionale de la Bade et de ses vignes ainsi que le propre de leur métier²⁴. En effet, redoutant des effets nocifs à la qualité de leurs vins et de leurs produits agricoles, vignerons et paysans défilèrent, montés sur plus de 500 tracteurs en septembre 1972 sous l'égide du slogan :

²⁰ Tribunal administratif de Fribourg-en-Brigau (1976), « Accords d'Offenburg » (Offenburger Vereinbarung).

²¹ En 1976, environ 17 % de l'ensemble de ces « initiatives de citoyens » étaient consacrées aux problèmes de l'environnement, Deutsches Institut für Urbanistik.

²² Corbin-Schuffels, Anne-Marie. (2012), op. cit.

²³ Heimat désigne un lieu d'origine chargé d'affect, à la fois terre natale, havre de paix et souvenir de l'enfance — une notion intraduisible qui exprime un lien identitaire profond au territoire.

²⁴ Nössler, Bernd, et Margret de Witt. (1976), op. cit.

« Mieux vaut être actifs aujourd'hui que radioactifs demain »²⁵.

A l'inverse, la contestation qui anime la manifestation de Fessenheim est en majorité le fait de minorités politisées et militantes, rejointes par des acteurs extérieurs au territoire (scientifiques, réseaux transnationaux). Cette configuration peut-être illustrée notamment par la publication de la brochure *Fessenheim Vie ou Mort Alsace* fortement documentée scientifiquement²⁶. On retrouve tout de même une partie de la population locale, venant se greffer au mouvement sans pour autant porter le porter avec vigueur. De nombreux auteurs affirment à l'époque qu'à « *Fessenheim on ne peut pas parler de vigueur antinucléaire* »²⁷. Idée que l'on retrouve dans le journal de terrain d'un militant alsacien qui décrit la peur que la population nourrissait à l'égard de possibles représailles : « *Mais les habitants de Fessenheim regardaient tout ça de derrière leurs rideaux. Ils craignaient que le commis du maire, éminence grise du nucléaire dans la région, ne leur cherche des ennuis.* »²⁸. Il faut dire qu'une certaine partie de la population locale était très en faveur de l'implantation de la centrale qui constituait une promesse d'emploi et de richesses dans la région²⁹.

Conclusion

Ainsi, l'analyse des deux cas de mobilisation montre que, malgré de nombreuses caractéristiques communes, notamment sur les plans territorial, temporel et par l'existence d'échanges transnationaux, les mobilisations aboutissent à des résultats différenciés. Ces écarts s'expliquent notamment par les modes de gouvernement et les configurations d'acteurs impliqués. À Wyhl, ces derniers ont pu s'organiser plus efficacement et se rassembler autour de la notion fédératrice de la *Heimat*.

²⁵ Mayer, Axel. « Übersicht: Atomenergie, Kernenergie, AKW, KKW, Atomkraftwerk, Kernkraftwerk auf Mitwelt.org. », [en ligne]. Disponible sur [https://www.mitwelt.org] (consulté le 1 mai 2025).

²⁶ Davis, Esther, Peter Davis, Annick Albrecht, and Françoise Bücher. *Fessenheim – Vie ou mort de l'Alsace*. CSFR (Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin), 1970. Stop-Fessenheim.org, [en ligne]. Disponible sur [https://stop-fessenheim.org] (consulté le 21 mars 2025).

²⁷ Chevalier, Henry. « Histoire des luttes antinucléaires en France (1ère partie : 1958–1975). » Réseau Sortir du Nucléaire, 1993, [en ligne]. Disponible sur [https://collectif-adn.fr] (consulté le 20 mars 2025).

²⁸ « Le “Que voulons nous !” : journal de l'occupation du terrain de Marckolsheim et Wyhl. » Périodique inconnu, 1974.

²⁹ Sans auteur. « Les manifestations anti-nucléaire à Fessenheim. » Archives Alsace, 26 mai 1975, [en ligne]. Disponible sur [https://sites.ina.fr] (consulté le 21 mars 2025).

Bibliographie

Sources secondaires :

- Alt, Franz. « Anti-AKW-Bewegung: Als der Protest über die Politik siegte ». KONTEXT: Wochenzeitung, 28 octobre 2020, [en ligne]. Disponible sur [https://www.kontextwochenzeitung.de] (consulté le 20 mars 2025). Consulté le 20 mars 2025.
- Corbin-Schuffels Anne-Marie. « Le mouvement antinucléaire dans les années 1970 en Allemagne fédérale ». L'exemple de Wyhl. In: *Allemagne d'aujourd'hui*, N°202, octobre-décembre 2012. L'écologie politique en Allemagne des origines à nos jours. pp. 7-22, [en ligne]. Disponible sur [https://www.persee.fr] (consulté le 1 mai 2025).
- Kitschelt, Herbert P. "Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies." *British Journal of Political Science* 16.1 (1986): 57–85. Web.
- Mayer, Axel. « Übersicht: Atomenergie, Kernenergie, AKW, KKW, Atomkraftwerk, Kernkraftwerk auf Mitwelt.org. », [en ligne]. Disponible sur [https://www.mitwelt.org] (consulté le 1 mai 2025).
- Lenoire, Justine. « Du nucléaire aux centrales : Une comparaison des trajectoires de la mobilisation anti-nucléaire à Gravelines et à Fessenheim (1970-1980). » *Politisation du proche : Les lieux familiers comme espaces de mobilisation*, édité par Stéphanie Dechézelles et Maurice Olive, Presses universitaires de Rennes, 2019, pp. 219–237, [en ligne]. Disponible sur [https://books.openedition.org].
- Pohl, Natalie. « Une histoire du temps présent nucléaire : Le mouvement anti-nucléaire franco-allemand dans la région du Rhin supérieur. » *Penser et pratiquer l'histoire du temps présent : Essais franco-allemands*, édité par Emmanuel Droit, Hélène Miard-Delacroix, et Frank Reichherzer, Presses universitaires du Septentrion, 2016, pp. 27–36, [en ligne]. Disponible sur [https://books.openedition.org] (consulté le 20 mars 2025).
- Pohl, Natalie. *Atomprotest am Oberrhein: Die Auseinandersetzung um den Bau von Atomkraftwerken*. Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2019.

- Teva, Meyer. « Le mouvement antinucléaire dans la vallée du Rhin Supérieur : un modèle de coopération franco-allemande informelle de 1969 à nos jours. » Billet. *L'atome de discorde* (blog), 1^{er} août 2013, [en ligne]. Disponible sur [<https://geoposvea.hypotheses.org>].
- Tilly, Charles. *The Contentious French: Four Centuries of Popular Struggle*. Harvard University Press, 1986.
- Topçu, Sezin. « Nucléaire : de l'engagement "savant" aux contre-expertises associatives. » *Natures Sciences Sociétés*, vol. 14, no. 3, 2006, pp. 249–256, [en ligne]. Disponible sur [<https://stm.cairn.info>].
- Verbeke, Lise. « Quand l'écologie devient politique ». France Culture, 15 novembre 2017, [en ligne]. Disponible sur [<https://www.radiofrance.fr>] (consulté le 20 mars 2025).

Sources primaires :

Vision des pays extérieurs au mouvement :

- Sans, Autor. "Buchen Sie eine Reise nach Europa, solange es Europa noch gibt! Werbung ei!: amerikanischen Touristikunternehmen, Sommer81", 1981, Berliner compagnie, Document graphique, [en ligne]. Disponible sur [<https://bu.unistra.fr>] (consulté le 21 mars 2025).

France

- Ambroise-rendu Marc., « La ténacité des habitants a fait céder le pouvoir nucléaire Fessenheim n'est plus "top secret" », *Le Monde archives*, 2 janvier 1980, [en ligne]. Disponible sur [<https://www.lemonde.fr>] (consulté le 8 mai 2025).
- Chevalier, Henry. « Histoire des luttes antinucléaires en France (1ère partie : 1958–1975). » Réseau Sortir du Nucléaire, 1993, [en ligne]. Disponible sur [<https://collectif-adn.fr>] (consulté in le 20 mars 2025).
- Sans auteur. « Les manifestations anti-nucléaire à Fessenheim. » Archives Alsace, 26 mai 1975, [en ligne]. Disponible sur [<https://sites.ina.fr>] (consulté le 21 mars 2025).

- « Manifestation de cyclistes contre la centrale nucléaire de Fessenheim - Solange FERNEX - 1970 - Catalogue en ligne des films amateurs de MIRA, Alsace, Bas-Rhin, Région Grand-Est. », [en ligne]. Disponible sur [<https://www.miralsace.eu>] (consulté le 8 mai 2025).
- Philipp Jean-Claude., « Les mouvements écologiques se désolidarisent de l'attentat contre la centrale de Fessenheim », *Le Monde archives*, 6 mai 1975, [en ligne]. Disponible sur [<https://www.lemonde.fr>].
- Peter Davis Esther, Albrecht Annick et Bücher Françoise., « Fessenheim – Vie ou mort de l'Alsace » (brochure), CSFR (Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin), 1970, [en ligne]. Disponible sur [<https://stop-fessenheim.org>] (consulté le 21 mars 2025).



*Deuxième marche sur Fessenheim, le 7 mai 1972. -
© Bernard Carrière*

Allemagne

- Fernex Solange. « Mobilisation anti-nucléaire contre le projet de centrale à Wyhl 1975 », Catalogue en ligne des films amateurs de MIRA. Alsace, Bas-Rhin, Région Grand-Est, 1975, [en ligne]. Disponible sur [<https://www.miralsace.eu>] (consulté le 21 mars 2025).
- Nössler, Bernd, et Margret de Witt, éditeurs. *Wyhl: kein Kernkraftwerk in Wyhl und auch sonst nirgends; betroffene Bürger berichten*. 1re éd., Inform-Verl, 1976, [en ligne]. Disponible sur [<https://bu.unistra.fr>].
- « Le “Que voulons nous !” : journal de l’occupation du terrain de Marckolsheim et Wyhl. » Périodique inconnu, 1974.
- Sans, Autor. «*Erklärung zu Wyhl der badisch-elsässischen Bürgerinitiativen*», 2. April 1982, 1982, [en ligne]. Disponible sur [<https://bu.unistra.fr>].